

Réforme du collège : la lutte continue !

En publiant les décrets d'application de la réforme du collège au lendemain de la grève du 19 mai puis en organisant une parodie de négociation sur cette même réforme à la veille du mouvement du 11 juin, le Ministère a montré son mépris envers les personnels et sa résolution à mener à bien cette réforme contre les salarié-e-s de l'Éducation nationale avec l'appui de syndicats d'accompagnement très minoritaires dans le secondaire.

Quoi qu'en disent ces organisations et l'administration, rien n'est fait et il est encore possible d'imposer le retrait de cette réforme. En cette dernière semaine de cours, des réunions de préparation de la rentrée prochaine se tiendront dans de nombreux établissements de l'académie. Certains chefs d'établissement semblent résolus à profiter de ces réunions pour imposer aux personnels la mise en place de certains aspects de la réforme dès la rentrée 2015, en s'appuyant sur les nouveaux statuts des enseignants du secondaire. Dans les établissements de l'éducation prioritaire, ces grand-messes seront l'occasion de mettre en place la réforme REP/REP+ qui, par bien des aspects, préfigure la réforme du collège.

SUD Éducation Alsace appelle donc les collègues à rester mobilisés en cette fin d'année puis à relancer cette mobilisation sur le terrain dès la pré-rentree prochaine :

- En refusant ou en sabotant toute mise en place prématurée de la réforme du collège et, plus largement, toutes les « expérimentations » qui relèveraient des lubies ministérielles (mise en place de projet interdisciplinaires contraints sur le temps scolaire, globalisations horaires, classes « sans notes » ou « à compétence »...)
- En s'emparant de ces journées pour débattre en assemblée générale de la réforme du collège et proposer ensemble des projets pédagogiques émancipés des injonctions ministérielles et des pistes pour une autre réforme au service des élèves et des personnels

Ce n'est qu'en montrant notre détermination à refuser cette contre-réforme sur le terrain que nous construirons un mouvement capable de faire reculer le Ministère jusqu'à l'abrogation du décret.

Strasbourg, le 28 juin 2015